Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Clarte-de-Frederic-Lordon>

Clarté de Frédéric Lordon

- Empire et Résistance - Union Européenne - France -

Date de mise en ligne : mercredi 26 août 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Jacques Sapir : Sur la logique des « fronts »](#) (à propos et avec l'appel de Stefano Fassina)

par **Jacques Sapir***

[Read in english](#)

Le débat suscité par l'interview accordé à FIGAROVOX [et sur tout Libé] s'avère extrêmement instructif en ceci que l'on peut y lire l'état de la (non) réflexion de certains. Je précise à nouveau que les différences entre le texte publié sur FIGAROVOX et le texte du carnet (largement plus développé) sont de ma volonté. (...) [Lire la suite](#)

- Voici donc l'apport sur la question de Frédéric Lordon :

La question de l'euro échappera-t-elle un jour à la malédiction du FN ? Sans doute tout la destinait-elle à y tomber, spécialement en une époque où se mêlent toutes les confusions et toutes les hystéries, au point de rendre presque impossible le moindre débat rationnel. Mais que dire quand ce sont certains des avocats mêmes de la sortie de l'euro qui ajoutent au désordre intellectuel et, identifiés à gauche, en viennent à plaider d'in vraisemblables alliances avec l'extrême-droite ?

Le FN, ce terrible fléau, cette bénédiction

Sauf à vivre dans le monde des rêves habermassien, l'expérience élémentaire enseigne l'improbabilité du débat ordonné - qui appelle des prérequis institutionnels très particuliers, comme ceux des institutions scientifiques, pour avoir sa chance. Mais les défigurations qu'aura souffertes le débat sur l'euro resteront sans doute dans l'histoire contemporaine comme un cas extrême d'altération, et même d'aberration, offrant le spectacle d'un monde politique que toute rationalité argumentative semble avoir déserté. Il est certain que, prêts à tout pour défendre l'ordre social qui fait leur bonheur, les dominants sont notamment prêts aux travestissements les plus éhontés pour écarter toute alternative, invariablement présentée comme monstruosité. C'est bien pourquoi l'ordre dominant a impérativement besoin de ses monstres s'il veut soutenir - en y renvoyant systématiquement - le caractère monstrueux de tout ce qui n'est pas lui. Ainsi, par exemple, la Corée du nord est-elle moins l'anomalie de la mondialisation qu'elle n'est sa secrète bénédiction, sa monstrueuse, sa nécessaire altérité : comment mieux plaider l'irresponsabilité de la démondialisation qu'en l'enfermant dans l'unique figure possible de la Corée du nord (plaise au Ciel qu'elle dure encore longtemps), pour mieux asséner l'argument supposé rédhibitoire : « c'est ça que vous voulez ? ».

Mutatis mutandis le FN est, pour le débat de l'euro, l'équivalent fonctionnel de la Corée du nord pour celui de la démondialisation. Car, bien sûr, on n'aura pas la maladresse de dire qu'il n'y pas d'alternative : on dira qu'il y a celle-là... La suite s'en déduira d'elle-même. Leur opposition « radicale » de surface masque alors la profonde solidarité structurale des deux termes supposément en conflit - le FN et le grand parti unique eurolibéral - qui sont, là encore, une bénédiction l'un à l'autre, au point de les faire vivre dans un parfait rapport de symbiose fonctionnelle : le FN prospère du monopole de singularité que lui abandonne le parti unique d'en-face, lequel, usé jusqu'à la corde, ne se maintient plus qu'en renvoyant au monstre tout projet de faire autrement.

Car une chose est certaine, c'est qu'à part le terrorisme au FN, le parti eurolibéral - dans lequel on aura compris que PS et UMP sont deux parfaits substituts - n'a plus rien à dire. Il est rincé, à sec, lyophilisé, de la pensée en granules, du discours en poudre. À la vérité comment pourrait-on trouver quoi que ce soit à dire quand l'accablant spectacle donné depuis 2010 ne peut que réduire à rien, ou bien à un scandale supplémentaire, la défense d'un ordre européen qui s'est rendu haïssable, et sous tous les rapports : la catastrophe économique y est effrayante, les exigences même les plus formelles de la démocratie y sont foulées au pied, plusieurs pays ont été conduits à la crise

humanitaire - en Europe ! Par l'Europe !

Par bonheur, quand il n'y a plus rien, il y a encore le FN. Et voilà aussi par quoi l'euro se maintient. Pour que le monstre remplisse son office cependant, il importe de lui faire absorber toute altérité possible, et de confondre toutes les alternatives en une seule, la sienne - monstrueuse. C'est bien pourquoi les idéologues eurolibéraux, journalistes *embedded* en tête, n'ont jamais rien eu de plus urgent que d'assimiler ainsi toute idée de sortie de l'euro au nationalisme xénophobe du Front National, d'égaliser strictement les deux termes, opportunément soudés dans la même indignité. Qu'importe les projets de gauche en cette matière : s'ils sont rouges, c'est qu'ils sont rouges-bruns - dans une expérience de pensée oulipienne, il faut imaginer le désarroi, peut-être même le sentiment d'impossibilité radicale, de Jean-Marie Colombani et Jean Quatremer invités à objecter à la sortie de l'euro sans dire une seule fois « rouge-brun » (ou « repli nationaliste », ou « tentation xénophobe »).

Des signifiants disputés

Le drame politique se noue véritablement quand la confusion n'est plus seulement alimentée par ce qu'on appellera la *droite générale* - où le PS se trouve évidemment inclus - mais depuis la gauche également, et sous deux forme diamétralement opposées : l'entêtement de la gauche alter-européiste à « changer l'euro », la perte d'une autre gauche dans la tentation, pour le coup, oui, monstrueuse, de l'alliance avec le Front national.

À sa manière à elle, la gauche alter-européiste aura ajouté foi au discours eurolibéral de la droite générale en rabattant, exactement comme cette dernière, tout projet de sortie de l'euro sur le fléau du « nationalisme ». C'est qu'en des temps de vacillation intellectuelle, la catastrophe idéologique était vouée à se nouer autour de deux signifiants disputés : « nation » et « souveraineté ». Disputés en effet puisque, pour chacun de ces termes, l'unicité nominale masque une dualité de lectures possibles qui soutiennent des mondes politiques radicalement antinomiques. Entre la nation substantielle, confite en ses mythes identitaires et éternitaires, et la nation politique, rassemblant les individus dans l'adhésion à des principes, sans égard pour leurs origines, bref entre la nation de Maurras et celle de Robespierre, il n'y a pas qu'un gouffre : il y a une lutte inexpiable. Et de même entre la souveraineté comprise comme apanage exclusif des élites gouvernementales et la souveraineté conçue comme idéal de l'auto-gouvernement du peuple. « Nation » et « souveraineté » ne disent rien par eux-mêmes, ils ne sont que des points de bifurcation. Ils ne parlent que d'avoir été dûment qualifiés, et alors seulement on sait vers quoi ils emmènent.

Dans ces conditions, la faute intellectuelle de l'alter-européisme est triple : il a manqué à voir la dualité du signifiant « nation souveraine », abandonné à la droite d'en imposer sa lecture, et par cet abandon même trahi son propre legs historique : car en France la nation souveraine naît en 1789, elle se constitue comme universalité citoyenne, elle exprime le désir de l'autonomie politique, désir d'un peuple en corps de se rendre maître de son destin, bref elle est de gauche.

Et par l'effet d'une incompréhensible démission intellectuelle, elle n'est désormais plus que de droite... Il est vrai qu'un internationalisme mal réfléchi n'a pas peu contribué à faire méconnaître [1], en réalité à faire oublier, que la souveraineté comme auto-gouvernement suppose nécessairement la clôture relative - relative, car toujours ouverte à quelque degré sur son dehors - d'une communauté sur un ressort fini. Le genre humain unifié n'existe pas, il ne soutient aucune politique possible, ou bien à un terme (hypothétique) bien fait pour éternellement différer tout retour de la politique - essence du jacquattalisme et de ses rassurants messages : la mondialisation est notre horizon indépassable, certes elle nous a un peu débordés, mais le gouvernement mondial nous permettra d'en reprendre le contrôle... dès qu'il sera advenu ; en attendant : patience... et courage.

On dira que l'Europe se présente précisément comme une solution accessible de régulation de la mondialisation néolibérale. Sans même discuter qu'en cette matière l'Union européenne n'est pas faite pour réguler, mais pour relayer et amplifier, il faut avoir l'étroitesse de vue de l'europhisme le plus béat, mais aussi bien de l'alter-europhisme le plus angoissé, pour ne pas voir ce paradoxe élémentaire que le projet européen est national-souverainiste dans son essence ! Ne se propose-t-il pas de fonder sur un périmètre fini - car « l'Europe » s'arrêtera bien quelque part - une communauté politique souveraine, et par là une citoyenneté d'appartenance - européenne ? Soit, non pas du tout le « dépassement de l'Etat-nation », comme le bredouillent Habermas et ses épigones français, mais le simple redéploiement, éventuellement sous une autre forme, de son principe à une échelle étendue... Et les Etats-Unis d'Europe ne seront que le reflet transatlantique des Etats-Unis d'Amérique, dont on aura du mal à dire qu'ils dépassent quoi que ce soit en cette matière : ne sont-ils pas connus comme l'une des réalisations les plus agressives du souverainisme statonational ? - on mesurera par là le degré de confusion conceptuelle qui, de tous bords, afflige la question européenne.

Misère du mono-idéisme

La faute intellectuelle de l'alter-europhisme est considérable mais, dans son errance, elle a sa part de dignité, et ce au nom de quoi elle a erré n'a jamais mérité que le respect. Celle de la gauche en perdition est inexcusable. Car, si on ne peut pas excuser la gauche de devenir de droite - à l'image du « parti socialiste » -, on le peut encore moins de dériver vers la droite de la droite, et jusqu'à se rapprocher de l'extrême-droite. Il est inutile de le dissimuler car l'évidence est là : il y a dans certains secteurs de la gauche, et depuis longtemps, une réelle disposition à ce dévoiement-là. L'union des « républicains des deux bords » appelée par Chevènement en 2002 en a été la première manifestation visible dans le champ politique. Logiquement, le durcissement de la crise a accéléré toutes les tendances, desserré toutes les retenues, et poussé au franchissement de tous les seuils.

Il y a bien des lignes de pente pour se perdre à l'extrême-droite, mais l'une d'entre elles vaut qu'on s'y arrête qui est moins immédiatement « politique », plus pernicieuse, et par là plus dangereuse : l'aveuglement du mono-idéisme. Le mono-idéisme, c'est l'empire de l'idée unique, le despotisme mental de la Cause au singulier absolu qui, affranchie de toute idée contradictoire, c'est-à-dire de toute régulation intellectuelle, imposera son primat et déploiera sans résistance ses conséquences jusqu'à l'aberration. Tout pour l'Idée unique, et cap au pire s'il le faut, voilà la devise implicite du mono-idéisme.

Féroce appliqué sur les bords les plus opposés d'ailleurs. Car il y a évidemment un mono-idéisme europhiste. Dont la Cause est l'Europe, quelle qu'en soit la forme et quels qu'en soient les contenus - soit, littéralement, l'Europe à *tout prix*. Quel que soit le mouvement, il est déclaré bon s'il fait avancer l'Europe, et peu importe absolument dans quelle direction. L'Europe fait régner la concurrence libre et non faussée ? Peu importe puisque le droit de la concurrence est un droit *europhiste*, et qu'un droit europhiste *en soi* signifie un progrès de l'Europe. L'Europe soumet les économies à l'omnipotence des marchés financiers ? Peu importe puisque c'est le moyen de construire une monnaie *europhiste* qui, par là, se justifie *d'elle-même*. L'Europe n'est plus qu'un empilement de traités austéritaires ? Mais ça n'est pas la question : l'essentiel est que l'Europe avance - et la direction de l'avancée est tout à fait secondaire. L'Europe intransitive, l'Europe pour l'Europe, sans considération de quelque autre chose, voilà la figure du mono-idéisme europhiste. Les socialistes et les écologistes français votent le TSCG : parce qu'« il faut continuer de construire l'Europe ». Et l'on se demande immanquablement jusqu'où il faudrait aller dans l'ignoble pour déclencher enfin un réflexe de reprise, une fissure dans le mono-idéisme, le retour d'une *autre* idée. Soit l'Europe rétablissant le droit du travail des enfants - formellement une nouvelle avancée du droit europhiste, donc un progrès de « l'Europe » - : stop ou encore ?

En face, le mono-idéisme symétrique : sortir de l'euro *quelles qu'en soient les voies*. Si la sortie de l'euro a à voir avec la restauration de la souveraineté, peu importe de quelle souveraineté l'on parle. Et en avant pour le front

indifférencié de « tous les souverainistes ». Nicolas Dupont-Aignan est « souverainiste » : il est donc des nôtres. Et puis après tout Marine Le Pen aussi, ne le dit-elle pas assez. Alors, *logiquement*, pourquoi pas ? Car voilà la tare majeure du mono-idéisme : il est conséquent sans entraves. Il suivra sa logique unique jusqu'où elle l'emmènera par déploiement nécessaire des conséquences qui suivent de la prémisse unique. Peu importe où puisque, l'idée posée, on ne peut qu'avoir confiance dans la logique qui, ancillaire et neutre, vient simplement lui faire rendre tout ce qu'elle porte.

On l'a compris puisque la chose entre dans son concept même : le mono-idéisme suppose l'effacement radical de toutes les considérations latérales - de tout ce qui n'appartient pas à son Idée. Que, par exemple, le Front national - ses errances idéologiques en matière de doctrine économique et sociale l'attestent assez - ait pour seul ciment véritable d'être un parti raciste, que la xénophobie soit l'unique ressort de sa vitalité, la chose ne sera pas considérée par le souverainisme de la sortie de l'euro quand il se fait mono-idéisme. Puisque la Cause, c'est la sortie de l'euro, et que rien d'autre n'existe vraiment. On envisagera donc l'âme claire de faire cause commune avec un parti raciste parce que « raciste » est une qualité qui n'est pas perçue, et qui ne compte pas, du point de vue de la Cause. Voilà comment, de l'« union des républicains des deux bords », en passant par « le front de tous les souverainistes », on se retrouve à envisager le compagnonnage avec le Front national : par logique - mais d'une logique qui devient folle quand elle n'a plus à travailler que le matériau de l'idée unique.

Le jugement de l'histoire

Il faut avoir tout cédé à une idée despotique pour que quelqu'un comme Jacques Sapir, qui connaît bien l'histoire, ait à ce point perdu tout sens de l'histoire. Car la période est à coup sûr historique, et l'histoire nous jugera. Si l'on reconnaît les crises historiques à leur puissance de brouillage et à leur pouvoir de déstabilisation - des croyances et des clivages établis -, nul doute que nous y sommes. Nous vivons l'époque de toutes les confusions : celle de la social-démocratie réduite à l'état de débris libéral, celle au moins aussi grave de révoltes de gauche ne se trouvant plus que des voies d'extrême-droite. Or on ne survit au trouble captieux de la confusion qu'en étant sûr de ce qu'on pense, en sachant où on est, et en tenant la ligne avec une rigueur de fer. Car en matière de dévoiement politique comme en toute autre, il n'y a que le premier pas qui coûte - et qui, franchi, appelle irrésistiblement tous les suivants. C'est pourquoi l'« union de tous les souverainistes » mène fatalement à l'alliance avec l'extrême-droite.

C'est pourtant une fatalité résistible : il suffit de ne pas y mettre le doigt - car sinon, nous le savons maintenant à de trop nombreux témoignages, c'est le bonhomme entier qui y passe inmanquablement. Ici la rigueur de « ne pas mettre le doigt » n'a pas de meilleures armes que la robustesse de quelques réflexes - où en est-on sur la question du racisme -, et le décentrement minimal qui, ne cédant pas complètement au mono-idéisme, permet d'identifier les périls. La fermeté des concepts aussi : en l'occurrence ceux par lesquels on fait sens des signifiants « nation » et « souveraineté », faute desquels on est voué aux sables mouvants de la confusion puisqu'ici ce sont la droite et l'extrême-droite qui tiennent la lecture dominante, à laquelle on succombera nécessairement si l'on n'a pas une autre lecture à leur opposer fermement.

Mais on ne tient jamais si bien la ligne qu'en reconvoquant les leçons de l'histoire, notamment les souvenirs de quelques tragiques égarements du passé. C'est qu'on ne surmonte les emprises du présent et la difficulté à savoir ce qu'on y fait vraiment, c'est-à-dire l'absence de recul pour se juger soi-même à l'aune d'un sens de l'histoire qui n'a pas encore été délivré, on ne surmonte tous ces obstacles, donc, qu'en rapportant son action aux dilemmes que d'autres avant nous ont eu à trancher - certains bien, d'autres mal. Non pas que leur situation ait été en tous points semblables à la nôtre - elle ne peut pas l'être -, mais pour y puiser un sens accru du danger, de l'auto-examen, et de l'anticipation d'une histoire qui délivrera ses verdicts.

Il faut être inconscient pour ne pas mesurer le péril : si la période actuelle n'est pas l'exacte réplique des années

1930, elle lui emprunte suffisamment pour faire redouter que des causes semblables entraînent des effets semblables. On sait assez que l'extrême-droite profite du pire. Et, à part la nef des fous éditoriale qui, répétant en boucle « la réforme », n'en finit pas de demander plus du même, on sait aussi que la période n'engendre plus que du pire - mais il allait sans dire que, comme bras armé « intellectuel » du parti unique eurolibéral, l'appareil médiatique [2] est décidément impliqué dans la symbiose fonctionnelle qui fait prospérer le FN. De ce terrible enchaînement, qui ne crée pas d'autre devoir que de s'y opposer - quoiqu'on voie de moins en moins ce qui pourrait venir le contrarier... -, chacun devra savoir ce qu'il y a fait, et quelle place il y a tenue.

Il est bien certain que la polémique livre son lot de mises en cause à la truelle : pour l'alter-européisme, en cela confondu avec l'européisme tout court, c'est d'envisager seulement la sortie de l'euro qui soutient un cas d'accusation... On pourrait bien plutôt soutenir que c'est d'en refuser la possibilité qui, abandonnant la question au FN et fixant les peuples dans une catastrophe eurolibérale en réalité inexpiable, livre à l'extrême-droite une ressource politique sans équivalent. La querelle cependant ne souffre plus aucune équivoque lorsqu'il devient explicitement question de faire cause commune, ou bout de chemin, ou n'importe quoi d'autre, avec le FN - et peu importent les codicilles tout à fait secondaires dont on enrobe l'idée : l'essentiel est dit.

Egaré pour rien

Mais il y a pire que l'égarément : l'égarément *pour rien*. Car voici la tragique ironie qui guette les dévoyés : le FN, arrivé au pouvoir, *ne fera pas* la sortie de l'euro. Il ne la fera pas car, sitôt que la perspective de sa réussite électorale prendra une consistance sérieuse, le capital, qui ne se connaît aucun ennemi à droite et aussi loin qu'on aille à droite, le capital, donc, viendra à sa rencontre. Il ne viendra pas les mains vides - comme toujours quand il a sérieusement quelque chose à réclamer ou à conserver. Aussi, contre quelques financements électoraux futurs et surtout contre sa collaboration de classe - car, comme s'en aperçoit, pour sa déconfiture, le pouvoir actuel avec son pacte de responsabilité en bandoulière, le capital a bel et bien le pouvoir de mettre l'économie en panne *par mauvaise volonté* [3] - contre tout ceci, donc, le capital exigera le maintien de l'euro, son vrai trésor, sa machine chérie à équarrir le salariat. Croit-on que le FN opposera la moindre résistance ? Il se fout de l'euro comme de sa première doctrine économique - et comme de toutes les suivantes. Le cœur de sa pensée, s'il y en a une, est bien ailleurs : il est dans une sorte de néocorporatisme vaguement ripoliné pour ne pas faire trop visiblement années trente, et s'il est une seule chose à laquelle il croit vraiment, elle est sans doute à situer du côté du droit du petit patron à être « maître chez lui » (éventuellement additionné d'une haine boutiquière pour l'impôt qui nous étrangle).

Tragique destin pour tous ceux qui auront cru voir en lui la dernière église des vrais croyants et qui finiront à l'état de recrues scientologues, essorées et refaites, rendus par-là à avoir partagé, quoique depuis le bord opposé, la même croyance que les propagandistes eurolibéraux, la croyance du FN qui chamboule tout, quand il est si clair qu'il ne chamboulera jamais rien (à part les vies des immigrés, ou des fils d'immigrés, qui vivent en paix sur notre sol et qui, elles, seront bel et bien dévastées) : car enfin a-t-on jamais vu le parti de l'ordre perturber l'ordre ? Et croit-on que le parti des hiérarchies ait à cœur de déranger les hiérarchies - en l'occurrence celles du capitalisme ? Au moins les eurolibéraux ont-ils, pour ce qui les concerne, leurs intérêts obliques à entretenir cette effarante bêtise : c'est qu'il faut bien que le FN soit assimilé à une sorte de révolution pour mieux éloigner le spectre de toute révolution - soit encore et toujours le travail de la symbiose fonctionnelle, et l'éditorialisme, empressé d'accorder au FN sa revendication la plus centrale et la plus frauduleuse (« il va tout bousculer ! »), lui rend sans même s'en rendre compte le plus signalé des services.

À gauche, et à gauche seulement

Lire aussi Baptiste Dericquebourg, « [Syriza et les chausse-trapes du pouvoir](#) », *Le Monde diplomatique*, septembre 2015. Ceci d'ailleurs de toutes les manières possibles. Car on n'en revient pas du rassemblement parfaitement hétéroclite des visionnaires en peau de lapin occupés à déclarer caduc le clivage de la droite et de la gauche - jamboree de la prophétie foireuse où l'on retrouve aussi bien l'extrême-droite (mais c'est là une de ses scies de toujours) que l'extrême-centre, de Bayrou à Valls, pour qui la raison gestionnaire permet enfin de faire l'économie d'inutiles querelles (« idéologiques » disent les parfaits idéologues de « la fin des idéologies »). Malheureusement pour eux, le déni du réel s'accompagne immanquablement du retour du refoulé. « Ça » revient toujours. C'est même déjà revenu : en Grèce, sous le nom de Syriza - avant qu'un incompréhensible Tsipras ne sombre dans un tragique renoncement. Le tsiprasisme n'est plus qu'un astre mort, mais certainement pas la gauche en Grèce - et partant en Europe.

Or cette persévérance suffit à ruiner et les imputations immondes de l'européisme et les dévoiements d'une « gauche » qui croit pouvoir passer par la droite de la droite. Car de même qu'on ne prouve jamais si bien le mouvement qu'en marchant, on ne démontre pas plus irréfutablement la possibilité d'une sortie de gauche de l'euro... qu'au spectacle d'une incontestable gauche qui se propose de sortir de l'euro - drame de l'insuffisance intellectuelle : à certains, il faut le passage au concret pour commencer à croire vraiment à une possibilité que leur esprit ne parvient pas à embrasser tant qu'elle demeure simplement abstraite.

Dieu sait qu'il fallait être ou bien de la dernière mauvaise foi ou bien intellectuellement limité pour ne pas concevoir une sortie de gauche de l'euro - c'est-à-dire une vision de gauche de la souveraineté. Mais maintenant elle est là : une grosse minorité de Syriza, défaite par la trahison de Tsipras, mais décidée à continuer de lutter sous les couleurs nouvelles de la Gauche Unie, établit désormais *in concreto* l'existence de la « sortie de gauche » : une sortie que rien n'entache à droite, ni « repli nationaliste » puisque nous avons là affaire à des gens dont les dispositions internationalistes sont insoupçonnables, ni « dérive xénophobe » puisque pour le coup le seul point d'accord, mais absolu, au sein de Syriza, touche à la question de l'immigration, de son accueil et de sa régularisation. Et seuls les deux neurones de Jean-Marie Colombani, la haine incoercible de Quatremer pour tout ce qui est de gauche, mais aussi les préventions affolées de l'alter-européisme, pourront trouver justifié de s'exclamer au repli identitaire.

La gauche est là. Même réduite au dernier degré de la minorité *institutionnelle*, elle ne mourra pas. Elle vit en Grèce. Elle revivra ailleurs en Europe, et spécialement en France, pour peu qu'on s'y aperçoive, l'échec de Tsipras enfin médité, qu'elle n'a de salut qu'hors de l'euro - et bien sûr qu'en en sortant *par son côté à elle*. Mais il faut être en proie au fétichisme de la sortie pour ne plus désirer sortir que pour sortir, c'est-à-dire pour se préparer à sortir accompagné *n'importe comment*. Et avoir sérieusement oublié de se poser la seule question qui vaille, la question de savoir *pour quoi faire*, et par suite *avec qui* ? - la seule qui ramène quelque clarté et fasse apercevoir certaines improbables alliances pour ce qu'elles sont : aberrantes, dévoyées, et promises à la perdition, au double sens de l'égarement moral et de l'échec assuré.

Frédéric Lordon pour [La pompe à phynance](#) dans [les blogs du Diplo](#)

[La pompe à phynance](#). Paris, le 26 août 2015.

[1] Voir à ce sujet « [Leçons de Grèce à l'usage d'un internationalisme imaginaire \(et en vue d'un internationalisme réel\)](#) », 6 avril 2015.

[2] Dont, à quelques exceptions minoritaires près, les différenciations internes sont tout à fait secondaires.

[3] Pour un développement un peu plus substantiel à propos de cette question, voir « [Les entreprises ne créent pas l'emploi](#) », 26 février 2014.